



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 bd de la Dollée
CS 70 272
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LA FLORENTAISE

Le Grand Pâtis
44850 Saint-Mars-Du-Désert

Références : 2024-772
Code AIOT : 0005301347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté Tourbière Marais Gorges 50190 Gorges. L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'inspection du 4 décembre 2024 est de :

- vérifier le niveau de l'eau et l'application du plan de phasage afin de lever définitivement la mise en demeure de 2023
- Vérifier l'état d'avancement des actions environnementales et évaluer la possibilité pour l'exploitant de les terminer pour la fin 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- Tourbière Marais Gorges 50190 Gorges
- Code AIOT : 0005301347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la Florentaise sur le site de Gorges et Saint-Jores consiste à exploiter une carrière de tourbe. La tourbe est destinée à la fabrication d'amendements agricoles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société Florentaise a été mise en demeure le 5 décembre 2024, de fournir l'attestation de garanties financières. Ces dernières sont échues depuis le 31 décembre 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvement d'eau – remontée des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 29.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois
3	PN2 du plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
4	PN3 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande d'action corrective	6 mois
5	PN4 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	PN5/SP2 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	PN6 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	PN7 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ntal				
9	PN8 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	PN9 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	PN10 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	PN11 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	ME2 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	Sans objet
13	ME1 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	Sans objet
15	SP1 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	Sans objet
16	SP3 du Plan d'actions environnement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	al		
17	SP4 du Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fin d'extraction de la tourbe est prévue fin 2025 et l'autorisation préfectorale se termine fin 2026.

Concernant l'extraction de la tourbe, l'exploitant suit le plan de phasage qui a fait l'objet d'un porter à connaissance en mai 2023, permettant de poursuivre l'exploitation sans détruire d'espèces protégées et, par la même occasion, d'extraire avec un niveau d'eau plus haut. Le retard pris dans la remontée des niveaux d'eau a été comblé et la mise en demeure du 22/05/2023 peut être considérée comme levée.

L'exploitant doit poursuivre son plan d'actions environnemental tel que prescrit à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 et notamment l'ouverture des milieux (boisements, mégaphorbiaies).

Pour ce faire, il doit déposer une demande recevable pour l'obtention d'une dérogation au titre des espèces protégées très rapidement afin de pouvoir agir en 2025, le dossier déposé en 2024 étant tout à fait insuffisant.

Pour certaines actions qui ne seront pas réalisées, il est attendu que l'exploitant propose d'autres actions ou renforce les actions du plan en cours.

Dans le cas où l'exploitant tarderait à réaliser les actions environnementales prévues, un prolongement de la phase de remise en état sera alors proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau – remontée des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 29.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remontée du niveau de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2023
Prescription contrôlée : <p>Dans le cadre des travaux de réhabilitation du site et de remontée progressive des niveaux d'eaux, l'exploitant est autorisé à poursuivre les prélèvements d'eau dans les casiers d'exploitation à la condition de limiter progressivement le rabattement de la nappe pour parvenir à terme à une</p>

situation d'équilibre hydraulique. Le volume de pompage des eaux doit être en cohérence avec les courbes de remontées des niveaux d'eau dans les différents casiers du site conformément aux schémas annexés au présent arrêté, ceci s'appliquant dans les conditions normales de pluviométrie, et donc en dehors des périodes de crues exceptionnelles.

Ainsi, le rabattement de la nappe par pompage dans les casiers anciennement exploités est abandonné progressivement de sorte de permettre une remontée raisonnée des niveaux telle qu'elle est définie dans le dossier de demande d'autorisation complété du document de cadrage de septembre 2006.

Annuellement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un état des lieux des niveaux d'eau réels de chacun des casiers du site (rapportés à la cote IGN) et les compare aux courbes prévisionnelles de remontées des eaux fournies en annexe du présent arrêté. Le volume total annuel de pompage est également précisé. Ce document est accompagné de toutes observations et commentaires utiles.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur ou de tout autre dispositif équivalent.

Modification par arrêté préfectoral du 20/02/2015 :

Les schémas annexés à l'arrêté du 29 décembre 2006 présentant les courbes prévisionnelles de remontée des niveaux d'eau dans les différents casiers du site sont remplacés par le graphe annexé au présent arrêté.

Afin de mesurer le positionnement de la nappe perchée et ses fluctuations saisonnières, l'exploitant procède à un suivi trimestriel des niveaux piézométriques à partir des 5 piézomètres implantés sur le site conformément au plan de repérage annexé au présent arrêté.

Les résultats de ce suivi piézométrique font l'objet d'une synthèse et analyse communiquée annuellement à la mission scientifique instituée par l'article 42 de l'arrêté du 29 décembre 2006 susvisé.

Constats :

Le niveau de l'eau (de référence) est maintenant relevé de façon automatique (depuis octobre 2023).

L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection, par courriel du 5 décembre 2024, les données relatives au pompage, le niveau du plan d'eau et les niveaux piézométriques.

L'exploitant a automatisé les mesures piézométriques, ce qui permettrait un suivi plus régulier. A contrario, il ne dispose plus que des deux nouveaux piézomètres, PZA et PZB. Néanmoins, ces deux ouvrages n'ont pas été déclarés formellement.

Les volumes d'eau pompés en 2024 sont nettement inférieurs à ceux de 2023 (2,25 millions de m³ contre 14,7 millions en 2023).

Le niveau de l'eau dans la tourbière se situe bien au niveau de la courbe de remontée progressive du niveau d'eau figurant dans l'arrêté d'autorisation modifié répondant ainsi à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 22 mai 2023.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 22 mai 2023 peut être considéré comme levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira à l'inspection, les caractéristiques ainsi que les coordonnées des deux piézomètres installés au premier trimestre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan établit un programme d'actions de connaissance et de gestion du patrimoine naturel du site ayant pour objectifs, ceux à long terme présentés par le bilan intermédiaire 2014, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la restauration de milieux accueillant l'avifaune nicheuse, migratrice et hivernante, et qui existait avant la remontée du niveau d'eau, notamment les roselières ; • le maintien des populations de plantes protégées, et plus généralement de la flore turficole d'intérêt patrimonial ; • le maintien des habitats et des espèces reconnues d'intérêt patrimonial <p>Les actions envisagées dans ce programme comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la poursuite des actions initiées par le plan d'actions 2006-2011 figurant dans le bilan intermédiaire 2014, le réaménagement des casiers restant hors d'eau à terme (remodelage des pentes des berges, connexion des casiers entre eux, mise en place d'îlots, etc.). l'accompagnement de la migration des espèces végétales protégées, et si nécessaire leur déplacement.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'action fourni par la Florentaise en 2016 répond à la prescription préfectorale. L'inspection a demandé un bilan du suivi de ce plan d'actions qui a été fourni par l'exploitant fin septembre 2023 et complété le 1er mars 2024. L'avancement de ces différentes actions du plan est passé en revue lors de l'inspection du 4 décembre 2024. Le détail est précisé dans les points de contrôles suivants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PN2 du plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Maintien et poursuite des étrépages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : ouvrir le milieu et revenir à des stades pionniers régressifs de la dynamique végétale afin de permettre la réapparition d'espèces végétales de grande valeur patrimoniale, grâce à l'expression de la banque de graines du sol</p>

Phasage : Les premiers étrépages ont été réalisés en 2012 (nord) et 2013 (sud). Suivis botaniques chaque année sur ces zones.

Des étrépages sur des surfaces plus importantes autour des placettes actuelles, dans le cadre d'expérimentations de restauration, sont à prévoir ainsi que dans les futures zones ennoyées, au sein des secteurs colonisés par des touradons de molinie (Tourbières hautes susceptibles de régénération) afin de favoriser la migration des espèces au-delà de la future limite d'étiage.

Constats :

A proximité de la station de pompage, la zone où les étrépages ont été effectués montrent de bons résultats. Néanmoins, cette zone est petite par rapport à ce qui était projeté initialement. Le plan d'actions était ambitieux et selon l'exploitant, tout faire sera compliqué dans le temps qu'il reste.

De plus, cette action nécessite une demande de dérogation au titre des espèces protégées que l'exploitant doit absolument compléter rapidement.

Dans le cadre de ce dossier de demande de dérogation, attendu depuis plusieurs mois, l'exploitant peut solliciter un aménagement de cette action en réduisant la surface des étrépages. Néanmoins, il devra proposer une autre action en compensation tel que l'aménagement de brise-lames tel qu'échangé avec le PNRMCB (Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant l'urgence de fournir ce dossier de demande de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement afin de mener ces actions avant la fin de l'exploitation.

Ce dossier doit aussi intégrer les autres actions ou nouvelles actions en compensation, nécessitant une dérogation de ce type.

La fourniture de ce dossier de demande de dérogation sera fourni avant la fin janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : PN3 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Fauchage des prairies tourbeuses du Marais de Ste Anne

Prescription contrôlée :

Objectifs : Conserver la prairie tourbeuse du marais de Sainte-Anne

Phasage : 2016/2026

<p>Bilan intermédiaire 2023 :</p> <p>La fauche des prairies du marais de Ste Anne continue au même rythme. En absence de modifications significatives dans la gestion des prairies tourbeuses de Ste Anne, il n'y a pas eu de suivis détaillés avec relevés phytosociologiques ces dernières années. Mais la remontée récente plus importante des niveaux d'eaux justifie la reprise de ces relevés avant 2026, avec élaboration d'une nouvelle cartographie des végétations en 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que cette action annuelle n'a pas pu être réalisée en 2023 et 2024 en raison de la forte pluviométrie rendant l'accès à cette prairie tourbeuse impossible pour les engins.</p> <p>L'inspection prend acte, rappelle que l'exploitant s'est engagée à faucher annuellement cette prairie et qu'il doit tout mettre en œuvre et permettre l'accès de cette zone aux engins pour ce faire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de l'absence de réalisation de l'action pendant deux années consécutives, l'exploitant proposera les mesures lui permettant l'entretien de cette prairie quelque soient les conditions météorologiques.</p> <p>Notamment, un accès à cette zone par le Sud est à mettre en place avant la prochaine période de fauchage (avec intégration de ce projet dans le dossier de demande de dérogation espèces protégées).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : PN4 du Plan d'actions environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place du programme de sauvetage après obtention de la dérogation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : En l'absence de réapparition à l'est du canal des plantes turficoles menacées (secteurs étrepés), les semences des espèces rares présentes au sein des zones qui seront sous l'eau, en cas de remontée du niveau d'eau, pourront être récoltées puis seront semées ou plantées au sein des secteurs étrepés.</p> <p><u>Phasage</u> : Cette opération ne sera à envisager qu'à partir de 2020</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Dans la mesure où la « migration assistée » des plantes turficoles vers la</p>

périphérie du futur plan d'eau est en bonne voie, ce programme de sauvetage n'avait pas besoin d'être déclenché jusqu'ici. Il faudra optimiser encore cette gestion assistée, la suivre plus finement.

Les objectifs surfaciques de restauration d'habitats tourbeux n'ayant pas encore été atteints et le temps imparti pour poursuivre cet accompagnement progressivement étant trop court, il sera toutefois intéressant, de ne pas mettre de côté cette option.

Constats :

Cette action était prévue au cas où les étrépages ne donneraient pas de résultat.

D'après l'exploitant, elle n'est donc pas nécessaire.

Néanmoins, il faudra s'assurer que ces étrépages ne se retrouvent pas envoyés in fine.

Par ailleurs, ces étrépages sont de faible ampleur et il est donc nécessaire de les développer.

Conformément au point de contrôle n°3 (PN2), l'inspection rappelle la nécessité de poursuivre et d'étendre les étrépages rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera que ces zones ne seront pas envoyées lorsque les pompages seront arrêtés et présentera à l'inspection des éléments de nature à conforter ce point.

L'exploitant doit développer les ouvertures de milieux par étrépage et intégrer ces actions dans le dossier de demande de dérogation espèces protégées réclamé au point de contrôle n°3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : PN5/SP2 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Expérimentations d'ouverture de milieux pionniers tourbeux par défrichement

Prescription contrôlée :

Objectifs : créer des milieux pionniers favorables à l'expression d'espèces turficoles patrimoniales
Une fois les défrichements effectués, il est impératif de suivre l'évolution de la diversité spécifique végétale afin d'évaluer le caractère tourbeux des milieux pionniers.

Phasage : 2016 - 2026

Bilan intermédiaire 2023 : Par rapport au programme initial, seule une première tranche de déboisement a été réalisée, celle prévue pour 2016, réalisée en automne 2017. Elle a donné de très bons résultats, l'opération devra être reprise en été-automne 2025 sur les emprises prévues en 2017, 2018, 2020 et 2022 après obtention d'une dérogation pour destruction d'habitats de passereaux protégés.

Cette action est à coordonner avec l'action NP8 pour le secteur d'arrachage prévu en 2017 et

<p>contigu à la zone de fauche de la moliniaie à Narthecium ossifragum.</p> <p>Les suivis des deux petites placettes à l'est ont été abandonnés en 2018 (mais il serait intéressant de les revisiter en 2025), les autres secteurs sont suivis annuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé aux point de contrôle 3 (PN2) et 5 (PN4), cette action qui a donné des résultats satisfaisants nécessite d'être poursuivie et étendue.</p> <p>L'obtention rapide de la dérogation au titre des espèces protégées est nécessaire pour la poursuivre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir point de contrôle n°3</p> <p>L'exploitant doit développer les ouvertures de milieux par étrépage et intégrer ces actions dans le dossier de demande de dérogation espèces protégée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : PN6 du Plan d'actions environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Expérimentation de reprise de turfigenèse par ennoiemment de moliniaie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : procéder à l'ennoiemment d'un secteur de moliniaie afin de favoriser la reprise de turfigenèse, en prévision de la remontée des eaux, et d'étudier le processus</p> <p><u>Phasage</u> : 2016 - 2026</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Cette action n'a pas pu être réalisée. Mais la remontée des niveaux d'eau sur l'ensemble du plan d'eau a dû donner déjà des résultats sur ce secteur. Il reste à vérifier cela. Possibilité d'arriver à une turfigenèse optimisée, si introduction de sphaignes, repiquage / épandage de sphaignes sur un secteur expérimental ?</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette action n'a pas été réalisée par l'exploitant.</p> <p>Selon lui, le secteur désigné dans cette action n'est a priori pas propice à la reprise de turfigenèse. Par contre, les sphaignes se sont réinstallées à d'autres endroits plus adaptés.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra proposer d'abandonner officiellement cette action et, en compensation, développer une autre action ou en proposer une nouvelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : PN7 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accentuer l'engorgement des secteurs à sphaignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs :</u> Engorger le secteur à sphaignes, afin de maintenir un niveau de nappe favorable au développement des sphaignes et à la turfigenèse. Réaliser l'opération à partir du canal d'évacuation.</p> <p><u>Phasage :</u> 2016 - 2026</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023 :</u> Cette action n'a pas été réalisée. Mais des populations de sphaignes se sont installées dans une belle dynamique dans les étrépages au sud des tuyaux de pompage. L'objectif de renforcement des sphaignes est donc atteint, même si ce n'est pas dans le secteur initialement choisi. Cependant, afin d'optimiser l'installation de sphaignes plus largement sur le site, il serait souhaitable de maintenir cette action, avec au préalable, vérification si des sphaignes se sont maintenues voire étendues sur ce secteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette action non réalisée se fait naturellement avec la remontée du niveau de l'eau. Les sphaignes se sont bien étendues sur la placette située à proximité de la station de pompage. L'exploitant conserve cette action et pourra, selon lui, optimiser l'installation des sphaignes plus largement sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que même si les sphaignes se sont bien étendues sur la placette à proximité de la station de pompage, cette placette est de faible étendue. L'action est à développer par des ouvertures de milieux (étrépage) comme précisé dans les points de contrôle précédents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : PN8 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Fauche de moliniaie à Narthecium ossifragum
Prescription contrôlée : <u>Objectifs :</u> Restaurer la prairie à touradons de molinie pour favoriser la réapparition d'espèces patrimoniales des milieux tourbeux <u>Phasage :</u> dès 2016 <u>Bilan intermédiaire 2023 :</u> Une grande partie de la prairie à ossifrage a été d'abord broyée en 2017, puis fauchée annuellement depuis. Les résultats sont très positifs, avec renforcement des populations d'ossifrage, maintien de Myrica gale et Erica tetralix, puis découverte des deux Drosera et de Pinguicula lusitanica. La surface à faucher devait être augmentée en septembre 2023, avec un broyage initial du secteur jouxtant les étrépages des tuyaux de pompage. Mais les conditions météorologiques très arrosées de la fin de l'été 2023 n'ont pas permis d'augmenter comme prévu cette surface. Ces opérations sont réalisées en régie par la Florentaise, avec stockage des produits de fauche en marge du site. Une proposition de faire intervenir un prestataire extérieur spécialisé dans l'entretien de milieux naturels sensibles et peu portants, avec l'aide d'engins à chenilles, n'avait pas été retenue par Cargill, puis par Florentaise. La superficie de prairie tourbeuse à molinie et ossifrage en cours de restauration écologique est évalué à environ 0,5 ha.
Constats : Les résultats de la fauche sur une grande partie de la prairie à ossifrage sont très positifs. L'exploitant prévoit de continuer la fauche et l'étendre si possible au sud vers Sainte-Anne. Une telle extension peut nécessiter une dérogation au titre des espèces protégées et il est nécessaire de le prévoir dans le dossier de demande de dérogation attendu. La surface actuelle représente environ 0,5 hectare. Un important dépôt de laisse de crue est observé sur cette zone pouvant compromettre l'entretien futur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant: - de reprendre la fauche de cette prairie et de nettoyer la laisse de crue. - de prévoir, le cas échéant, d'intégrer l'extension de la fauche de la prairie dans le dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : PN9 du Plan d'actions environnemental
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Restauration de roselières pour l'avifaune
Prescription contrôlée :

Objectifs : Conservation des habitats de roselières pour l'avifaune
Phasage : 2016-2026

Bilan intermédiaire 2023 : Il faudra attendre la stabilisation des niveaux d'eau, observer la dynamique naturelle, avant d'entreprendre éventuellement des actions en faveur des roselières et cariçaies. En principe, ces milieux devraient s'installer spontanément là où les nouvelles conditions ne permettront plus la fauche agricole.

Fin 2024, avec les résultats de la campagne topo par drone et la synthèse par le BE en hydrologie, il sera possible de déterminer les secteurs favorables à l'installation de nouvelles roselières, sachant que les roseaux ont une certaine tolérance aux variations de niveaux d'eau.

Il y a intérêt d'engager cette action de manière à limiter le battillage du plan d'eau et bénéficier d'un retour d'expérience avant arrêt de l'exploitation, pour mieux prévoir l'évolution des roselières pour la période post exploitation

Constats :

Cette action n'a pas été réalisée.

Selon l'exploitant, elle avait été proposée quand les niveaux d'eau étaient plus bas. Il faudrait alors attendre la stabilisation du niveau de l'eau pour trouver les secteurs favorables à l'installation de nouvelles roselières.

Les résultats des études hydrologiques évoqués dans le bilan de l'exploitant ne devant arriver qu'en automne 2025, il ne sera donc pas possible de déterminer les secteurs favorables à l'installation de nouvelles roselières.

Selon l'exploitant de nouvelles roselières devraient s'installer dans la périphérie du plan d'eau quand il n'y aura plus de pompages et que le niveau d'eau sera stabilisé. Par contre, le risque que la colonisation par les saules soit plus rapide que l'installation des roseaux est important

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera s'il maintient cette action.

A défaut, il proposera une nouvelle action ou le développement/renforcement d'une action du plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : PN10 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Création et entretien de deux îlots au sud-ouest

Prescription contrôlée :

Objectifs : Création et entretien de deux îlots au sud-ouest -sites de nidification à l'abri des prédateurs terrestres pour les oiseaux tels que mouette rieuse ou sternes

Phasage : 2014/2016

<p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Les niveaux d'eau ne permettent plus aux engins d'accéder à ces îlots. Cet objectif n'est plus d'actualité, faute d'avoir trop tardé pour réaliser des îlots fonctionnels. Nous proposons désormais pour ces deux îlots la libre évolution, sans interventions. Une opportunité existe maintenant de créer un autre îlots, au nord-est du plan d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux îlots ont été créés mais rapidement envahis par la végétation. Ils ne peuvent être entretenus car ils ne sont plus accessibles, les engins ne pouvant plus accéder à cette zone. Ils n'ont donc pas pu jouer leur rôle (installation de colonies d'oiseaux). L'exploitant propose la libre évolution pour ces deux îlots. Cette proposition ne permet pas d'atteindre l'objectif initial d'offrir des sites de nidification pour les oiseaux notamment les laridés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compenser la non réalisation de ces îlots par l'aménagement d'autres sites notamment par réaménagement de la zone actuelle d'extraction et par l'optimisation de l'action suivante du point de contrôle suivant (N11).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : PN11 du Plan d'actions environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place de deux radeaux pour les sternes et les mouettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : Afin de permettre la continuité de cette dynamique des populations d'oiseaux l'installation de radeaux permettra aux nicheurs de se reproduire en étant protégés des prédateurs lorsque le niveau d'eau est à son minimum.</p> <p><u>Phasage</u> : 2014/2015</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Les fortes vagues et tempêtes, les problèmes d'ancrage au fond n'ont malheureusement jamais permis aux îlots de remplir leur fonction de servir de site de nidification pour mouettes ou sternes. Les radeaux mis en œuvre à moindres frais n'étaient hélas pas adaptés. Cet objectif reste d'actualité, d'ailleurs, l'arrêté préfectoral précise bien que deux radeaux doivent rester fonctionnels en fin d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux radeaux ont été installés en octobre 2024. Néanmoins, leurs caractéristiques actuelles (surface et recouvrement par gravier) ne permettront pas leur efficacité. L'exploitant va réaliser un suivi de ces radeaux (tenue en hiver, fonctionnalité en saison).</p>

Ces radeaux actuellement installés doivent être retirés pour être mis à l'abri et faire l'objet d'amélioration pour être fonctionnels. D'autres radeaux de dimensions plus importantes doivent être envisagés pour compenser l'abandon de l'action PN10. Leur positionnement devra être réfléchi de manière à les mettre en position la plus abritée possible face aux vents dominants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter le dispositif sur le nombre de radeaux et la reconfiguration d'îlots dans le cadre du réaménagement de la dernière zone d'extraction actuelle

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : ME1 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Implantation d'une nouvelle voie ferrée

Prescription contrôlée :

Objectifs : Poursuivre l'exploitation et la circulation des trains

Phasage : 2017-2019

Bilan intermédiaire 2023 : Le retrait des tous les rails à proximité du plan d'eau sera terminé en automne 2023. L'ensemble des rails et traverses sera retiré avant fin 2026, en même temps que l'installation de pompage y compris les tuyaux et les câbles d'alimentation électrique.

Constats :

L'implantation et le démontage des voies ferrées suivent l'avancement de l'exploitation de la tourbière.

L'exploitant précise que fin 2026, l'ensemble des voies seront démantelées.

Pour le démontage de la station de pompage, il sera nécessaire de refaire une voie pour ramener les ouvrages démontés, voie qui sera démantelée ensuite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : ME2 du Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des chemins d'accès

Prescription contrôlée :

Objectifs : effectuer des gyrobroyages réguliers afin de dégager des chemins d'accès pour les observations

Phasage : 2016-2026

<p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Les niveaux d'eau ne permettent plus d'entretenir complètement ces chemins depuis 2020.</p> <p>Cependant, le broyage de ces cheminements reste possible sur le secteur ouest, de Sainte-Anne, jusqu'à la mare située au N.O du site. S'ils ne le sont plus, il n'y a plus de suivi ornithologique possible, même si le GONm réalise maintenant le suivi des colonies d'ardéidés à l'aide d'un drone.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entretien des chemins d'accès devient compliqué sur certains secteurs, en raison de la remontée des niveaux d'eau.</p> <p>L'article 37 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 prescrit l'aménagement d'un chemin piétonnier en périphérie du plan d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la création d'un nouveau chemin permettant d'accéder au marais Saint-Anne depuis le chemin du gravier (le chemin qui longe le plan d'eau par le sud aujourd'hui depuis la chapelle Saint-Anne sera à terme sous l'eau). Deux possibilités sont identifiées sur la carte, sur les linéaires topographiquement les plus hauts.</p> <p>L'exploitant définira le type et les caractéristiques du passage ad hoc et prendra contact avec les propriétaires pour fixer l'emplacement et les modalités de travaux.</p> <p>L'exploitant intégrera cette création de chemin dans le dossier de demande de dérogation (cf. point de contrôle 3).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : SP1 du Plan d'actions environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivis piézométriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : mesurer le positionnement de la nappe perchée et ses fluctuations saisonnières dans le cadre des suivis botaniques et des expérimentations des milieux pionniers favorables à l'apparition d'espèces végétales turficoles</p> <p><u>Phasage</u> : 2016-2026</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Le suivi de ces piézomètres a été abandonné en 2018, en même temps que le suivi botanique des deux petites placettes d'étrépage.</p> <p>Depuis le printemps 2023, deux piézomètres à enregistrement automatique sont en place, un dans la zone d'étrépage au sud des tuyaux, un dans la prairie à ossifrage. Il est important d'archiver les données anciennes (2013-2018), même si elles sont fragmentaires.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le suivi des piézomètres qui ont été installés en 2013 a été abandonné en 2018 en raison d'un accès difficile.</p> <p>Au printemps 2023, après présentation à la mission scientifique, ils ont été remplacés depuis par deux piézomètres à enregistrement automatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un piézomètre dans la prairie à ossifrage • un piézomètre dans la zone d'étrépage à proximité sud de la station de pompage <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a fourni par courriel du 5/12/24, la courbe des relevés des piézomètres et du plan d'eau d'avril 2023 à octobre 2024. En période hivernale (sans pompage) les niveaux piézométriques sont bien identiques au niveau du plan d'eau. On observe ensuite le décrochage de la courbe du niveau du plan d'eau dès les premiers pompages fin mars 2024 et qui perdurent jusqu'en octobre (environ 1,5 mètre).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : SP3 du Plan d'actions environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi botanique des déboisements et expérimentations d'ennoyage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : Une fois les défrichements effectués, il est impératif de suivre l'évolution de la diversité spécifique végétale afin d'évaluer le caractère tourbeux des milieux pionniers.</p> <p><u>Phasage</u> : 2016-2026</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Les suivis sont réalisés annuellement. Des résultats seront disponibles dans le rapport accompagnant la demande de dérogation, actuellement en cours de rédaction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les suivis botaniques sont réalisés annuellement.</p> <p>Ils sont présentés aux réunions de la mission scientifique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : SP4 du Plan d'actions environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi ornithologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Objectifs</u> : suivre l'évolution des populations d'oiseaux afin d'évaluer les effets de la gestion. Le suivi ornithologique permet également d'avoir une estimation de l'état des populations.</p> <p><u>Bilan intermédiaire 2023</u> : Le GONm continue à livrer gratuitement en début septembre son bilan</p>

annuel, allant de septembre à août.
Constats : Le suivi ornithologique est réalisé par le GONm qui fournit son bilan annuel chaque année en septembre.
Type de suites proposées : Sans suite